

Thann, le 28 mai 2018

REÇU LE

30 MAI 2018

**Monsieur Le Sous-Préfet
de THANN-GUEBWILLER
3 Avenue Poincaré
68800 THANN**

CE
Police Municipale

SOUS-PREFECTURE DE
THANN-GUEBWILLER

Nos réf. : 11-2018

Objet : rapport sur l'emploi des caméras individuelles par les agents de la police municipale

P.J. : rapport 2017-2018 et registre des extractions des données

Monsieur le Sous-Préfet,

J'ai bien réceptionné votre demande relative au rapport sur l'emploi des caméras individuelles par les agents de la police municipale.

Conformément à l'arrêté préfectoral n° 2017081-0001 du 22 mars 2017, la police municipale a été autorisée à s'équiper de 2 caméras individuelles permettant un enregistrement de ses interventions.

L'article 10 du Décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles dispose que dans un délai de trois mois avant la fin de l'expérimentation, le maire adresse au ministre de l'intérieur un rapport sur l'emploi des caméras individuelles des agents de la police municipale.

Aussi, faisant suite à votre demande et conformément au Décret précité, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport demandé, qui porte sur la période allant de fin mars 2017 à ce jour le 26 mai 2018.

Je vous prie de croire, Monsieur le Sous-Préfet, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Maire
Romain LUTTRINGER



<p>RAPPORT SUR L'EMPLOI DES CAMERAS INDIVIDUELLES PAR LES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE DE THANN (HAUT-RHIN) 2017-2018</p>

I. Évaluation de l'impact de l'emploi des caméras individuelles sur le déroulement des interventions :

Depuis fin mars 2017 et jusqu'à ce jour, la police municipale a procédé à l'utilisation ponctuelle des caméras individuelles et à des enregistrements, notamment à l'occasion des faits suivants :

- prévention des altercations suite à infraction vitesse ou règles de priorités ;
- interventions relatives à la tranquillité publique dont un différend de voisinage, une mendicité, un tapage diurne, un chien non tenu en laisse ;
- interventions relatives à la sécurité publique, notamment un début de rixe suivi de 2 malaises sur la voie publique (fête de la musique 2017), un début de rixe avec Interpellation d'un mis en cause (crémation des 3 Sapins du 30 juin 2017) ;
- interpellation d'un individu inscrit au fichier des personnes recherchées ;
- altercations suite à infraction au stationnement (gênant, très gênant) ;

II. Nombre de procédures judiciaires, administratives et disciplinaires pour le besoin desquelles il a été procédé à la consultation et à l'extraction de données provenant des caméras individuelles :

Sur la totalité des utilisations des caméras mobiles et des extractions opérées, aucun enregistrement n'a engendré une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire :

- 14 extractions ont été effectuées en attente d'une éventuelle suite administrative ou judiciaire : au final, aucune suite n'a été donnée et tous les enregistrements ont été détruits ;
- la consultation des données après extractions a été faite exclusivement aux fins d'information du chef de service ou des agents de police municipale.

A ce jour, 2 enregistrements datant de 2018 sont encore conservés au service.

III. Observations :

Au vu du port quotidien des caméras individuelles et de leur utilisation ponctuelle :

- la caméra individuelle est un formidable outil de prévention des infractions, notamment lors d'altercations pouvant aller jusqu'au délit d'outrage : en effet, lors d'échanges tendus entre les policiers et certaines personnes, la mise en route des caméras individuelles avec information préalable aux contrevenants, a permis de calmer les personnes récalcitrantes et d'éviter des situations conflictuelles. De plus, les enregistrements audiovisuels peuvent, le cas échéant, servir d'éléments de preuve auprès des juridictions administratives ou judiciaires.
- la caméra peut permettre aux agents de police municipale de ne pas être injustement mis en cause lors d'interventions ou de contrôles divers, puisqu'en cas d'enregistrement, les propos des agents comme ceux des contrevenants sont enregistrés.
- certains enregistrements peuvent être utilisés à des fins de formation professionnelle des agents de police municipale.

En conclusion, il serait souhaitable que l'expérimentation sur l'usage des caméras individuelles puisse être prorogée ou bien généralisée à toutes les forces de sécurité étatiques, intercommunales ou communales.

REGISTRE DES EXTRACTIONS CAMERAS MOBILES 2017-2018

[illegible]